

## CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTE DE LA PRESSE 2009

### Zone Europe

#### Le modèle européen ébranlé, la Russie naufragée

---

Pour la première fois depuis 2002, le peloton de tête du classement mondial de la liberté de la presse n'est plus aussi européen. Seuls quinze des vingt premiers pays sont du "vieux continent", contre dix-huit en 2008.

Parmi eux, une écrasante majorité - onze-, sont membres de l'Union européenne (UE), à l'instar des trois meilleurs lauréats du classement, le **Danemark**, la **Finlande** et **l'Irlande**. Un autre Etat membre, la **Bulgarie**, depuis son adhésion en 2007, a poursuivi sa descente et se positionne à la 68<sup>e</sup> place (59<sup>e</sup> en 2008). C'est le plus mal classé des pays de l'Union. La **Slovaquie** enregistre, quant à elle, la plus forte baisse dans cet espace avec trente-sept places de perdues (44<sup>e</sup>). Une évolution essentiellement imputable aux conséquences de l'adoption, en 2008, d'une loi imposant un droit de réponse automatique, et à l'interventionnisme des autorités dans les activités de la presse. Parmi les pays candidats à l'adhésion, la **Croatie** (78<sup>e</sup>) et la **Turquie** (122<sup>e</sup>) perdent respectivement trente-trois et vingt places par rapport à l'année précédente.

Un constat qui s'applique également à la **Bulgarie** et à **l'Italie** (49<sup>e</sup>), pays le moins bien placé des six membres fondateurs de l'UE. Les pressions exercées par un *Cavaliere* à l'interventionnisme exacerbé, les violences de la mafia à l'encontre des journalistes qui exposent ses agissements au grand jour, ainsi que l'examen d'un projet de loi limitant drastiquement l'usage des écoutes administratives par la presse, justifient ce glissement.

La **France** ne tire guère mieux son épingle du jeu. L'Hexagone se situe à la 43<sup>e</sup> place et enregistre une perte de huit points, conséquence non seulement des mises en examen, placements en garde-à-vue et perquisitions dans les médias, mais aussi de l'ingérence des autorités politiques, notamment du chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy.

Les pays les plus répressifs de la région, **l'Ouzbékistan** (160<sup>e</sup>) et le **Turkménistan** (173<sup>e</sup>), n'ont pas connu de changements sensibles, de même que leurs journalistes soumis à la censure, à l'arbitraire et aux violences. Le dialogue engagé avec l'Union européenne, notamment, ne semble pas porter ses fruits en termes de droits de l'homme et il est à craindre que la liberté d'expression ne fasse les frais de la course à la sécurité énergétique. L'Ouzbékistan et le Turkménistan sont deux Etats riches en ressources naturelles, et notamment en hydrocarbures.

La **Russie** (153<sup>e</sup>) voit sa position se détériorer et recule de douze points, passant pour la première fois derrière le Bélarus. Trois ans après l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, les meurtres de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme permettant à la population d'être informée, mais aussi les violentes agressions de représentants de la presse locale, sont les raisons essentielles de cette dégringolade. Le retour en force de


tabous, de la censure, mais aussi le triomphe de l'impunité pour les assassins de journalistes contribuent également à ce mauvais classement.

Dans l'espace post-soviétique, à l'exception de la Géorgie (81<sup>e</sup>), et, dans une moindre mesure, du **Bélarus** (151<sup>e</sup>), la dégradation de la situation de la liberté de la presse est quasi générale et les indicateurs sont au rouge. Minsk s'est engagée dans une relative et prudente libéralisation de ses relations avec la presse, dans le cadre d'un dialogue renouvelé avec l'Union européenne. Il est malaisé de prédire si ce frissonnement de surface a un futur ou s'il ne s'agira que d'un épisode sans lendemain. Quant à la **Géorgie**, sa remontée à la 81<sup>e</sup> place s'explique par l'absence de conflit pour la période retenue, même si les tensions politiques continuent d'avoir un impact sur l'activité des organes de presse. En Transcaucasie toujours, **l'Arménie** (111<sup>e</sup>) chute sensiblement, en raison des multiples agressions de journalistes observées et des crispations politiques qui pèsent toujours sur la société et sur les médias. Le voisin azerbaïdjanais ne connaît pas d'évolution, avec une situation de la liberté de la presse véritablement préoccupante, comme l'indiquent les résultats du *monitoring* de la couverture par la presse de la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 2008, ainsi que l'interdiction de plusieurs radios étrangères (*BBC*, *Radio Free Europe* et *Voice of America*) sur décision du Conseil national de l'audiovisuel.

La détérioration de la liberté de la presse se confirme en Asie centrale. Une tendance qui affecte particulièrement le **Kazakhstan** (142<sup>e</sup>) et le **Kirghizstan** (125<sup>e</sup>) qui régressent tous deux de plus de quinze places. Le géant gazier de la région s'est distingué par la multiplication des poursuites à l'encontre de la presse indépendante ou d'opposition en renouant avec des pratiques bien connues, celles d'amendes phénoménales causant la fermeture des titres visés. Intimidations, violences contre des professionnels des médias, ainsi que la prorogation d'une loi assimilant les sites Internet à des médias traditionnels et les soumettant aux mêmes restrictions de couverture ont largement contribué à la très mauvaise place du Kazakhstan, la plus mauvaise depuis la création du classement de la liberté de la presse en 2002. Le Kirghizstan suscite de nombreuses inquiétudes après une recrudescence des agressions de journalistes, des intimidations ayant conduit certains à l'exil, une campagne électorale à la couverture partielle et des pressions exercées sur les radios étrangères qui doivent obtenir un accord préalable des autorités pour diffuser leurs programmes.

En **Turquie**, l'explosion des cas de censure, notamment contre les médias des minorités, principalement la minorité kurde, et la volonté de membres des institutions étatiques, de l'armée, ou de la justice, de conserver un monopole sur des questions d'intérêt général, expliquent cette dégradation.

En **Croatie**, en lice pour une intégration prochaine à l'UE, un climat de tension persiste lorsqu'il s'agit d'évoquer les relations serbo-croates. Les journalistes qui transgressent ce tabou sont trop fréquemment victimes de violences. Les organisations criminelles de type mafieux sont elles aussi responsables d'atteintes à l'intégrité physique des professionnels des médias.

47, rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 76 – Fax : 33 1 45 23 11 51  
[europa@rsf.org](mailto:europa@rsf.org) - Plus d'informations  [www.rsf.org](http://www.rsf.org)